



Au bout de dix ans de siège, Gaza atteint un point de rupture humanitaire et politique

Par [Chloé Benoist](#)

Mondialisation.ca, 02 juillet 2017

[maannews.com / Chronique de Palestine](#) 27
juin 2017

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

BETHLEHEM (Ma'an) – Alors que la bande de Gaza vient de passer la barre des 10 ans du siège israélien de la petite enclave palestinienne, jeudi, la situation humanitaire continue à préoccuper les groupes de défense des droits humains, qui ne cessent de dénoncer les « *conditions de vie les plus inhumaines du monde moderne.* »

Gaza, qui a souvent été comparée à une « *prison à ciel ouvert* » pour ses 1,9 million d'habitants entassés dans 365 kilomètres carrés, vient de subir une décennie d'isolement et de privations, aggravée par trois agressions militaires israéliennes dévastatrices et une persistante lutte politique entre deux factions palestiniennes.

La décision récente de l'Autorité palestinienne (AP) de [demander à Israël de réduire l'approvisionnement en électricité de la bande de Gaza](#) a fait craindre que la situation à Gaza n'atteigne rapidement un niveau de dégradation politique et humanitaire aux conséquences imprévisibles.

Une décennie de restrictions épouvantables

Six mois après qu'Israël a évacué ses colonies illégales dans la bande de Gaza, le mouvement du Hamas a remporté des élections législatives palestiniennes en janvier 2006 avec une victoire écrasante : il a remporté 74 sièges au Conseil législatif palestinien (PLC), tandis que le Fatah, le parti de l'AP au pouvoir, n'en remportait que 45.

Ce « [tsunami](#) » comme le Fatah l'a appelé, n'a pas enchanté les responsables du Fatah, et les tensions entre le Hamas et le Fatah se sont aggravées d'autant plus que les Israéliens et les États-Uniens ont décidé d'imposer des sanctions économiques à l'AP, parce qu'ils considéraient le Hamas comme un groupe terroriste.

Les tensions ont abouti à la bataille de Gaza entre le 10 juin et le 15 juin 2007, au cours de laquelle le Hamas a pris le plein contrôle de la côte. Israël a réagi en imposant le blocus militaire total de Gaza.

Depuis 10 ans, les autorités israéliennes restreignent sévèrement la liberté de circulation des Gazaouis, exigeant que tous les Palestiniens – y compris les [malades](#) en traitement, les [hommes d'affaires](#) et les [hommes âgés](#) qui veulent aller prier – aient un permis pour entrer ou sortir des territoires occupés à travers le checkpoint d'Erez.

L'Égypte, le seul autre pays qui partage une frontière avec Gaza, a également intensifié le blocus depuis qu'Abd al-Fattah al-Sisi a renversé le gouvernement dirigé par les Frères musulmans en 2013 et est devenu président.

La plupart des Gazaouis ne peuvent ni sortir de l'enclave côtière assiégée ni y entrer, parfois pendant des mois d'affilée, parce que les autorités égyptiennes n'ouvrent que sporadiquement le poste frontière de Rafah. Selon les Nations Unies, il n'a été ouvert que 44 jours en 2016, et 21 jours en 2015.

L'Égypte a [récemment tenté de faire pression sur le gouvernement de Gaza](#) pour qu'il coopère avec ses [violentes opérations de « contre-terrorisme »](#) en échange de la fourniture d'électricité dont Gaza a un besoin impérieux.

Israël a également maintenu des restrictions draconiennes sur l'approvisionnement de l'enclave assiégée, arguant que des matériaux de construction comme le ciment pouvaient être utilisés par le Hamas et d'autres groupes de résistance palestinienne à des fins militaires.

Les dossiers du ministère israélien de la Défense publiés en 2012 ont également révélé que les autorités israéliennes ont aussi limité l'entrée de la nourriture dans Gaza ; selon l'ONG juridique Gisha, des produits tels que la cardamome, le chocolat et les chips étaient interdits d'importation dans Gaza en 2010. De plus, le secteur agricole de Gaza a beaucoup souffert des « zones tampons » créées par Israël à la fois sur terre et en mer ; les agriculteurs palestiniens risquent leur vie lorsqu'ils s'approchent trop près de la clôture de la frontière et les pêcheurs lorsqu'ils s'éloignent de la petite « zone de pêche délimitée » (par Israël) au large de la bande de Gaza.

Le profond impact de trois guerres

Israël a inlassablement tenté d'écraser la résistance palestinienne dans la bande de Gaza pendant toutes ces années, en prétendant que les roquettes sporadiquement tirées de la petite enclave palestinienne, ou que les tunnels construits entre Gaza et Israël ou l'Égypte justifiaient ses mesures punitives contre Gaza.

Alors que les tunnels entre Gaza et Israël sont utilisés par des groupes de la résistance pour attaquer Israël, les tunnels vers l'Égypte sont utilisés par le Hamas comme une source de revenus et d'armes et aussi pour faire rentrer des produits de première nécessité pour les Gazaouis, comme de la nourriture, des médicaments et des matériaux de constructions indispensables.

Le blocage déjà rigoureux a vu son impact multiplié par plusieurs attaques militaires israéliennes de grande envergure sur Gaza pendant ces dix ans ; des groupes de défense des droits humains ont accusé Israël d'un usage disproportionné de la force qui s'apparente à des crimes de guerre.

Pendant l'opération « *Plomb durci* », une guerre de trois semaines qui a commencé à la fin de décembre 2008 et s'est terminée en janvier 2009, 1 391 Palestiniens ont été tués - dont 926 civils - et plus de 5 000 ont été blessés, selon le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR). Dans le même temps, 13 Israéliens ont été tués - quatre d'entre eux par un feu ami - et 518 ont été blessés. En novembre 2012, les frappes militaires israéliennes d'une durée d'une semaine connues sous le nom de « *Opération Pilier de Défense* » ont tué

160 Palestiniens tués et fait 1 000 blessés, selon le PCHR, tandis que, selon le gouvernement israélien, 6 Israéliens ont été tués et 229 blessés.

Le conflit le plus dévastateur, toutefois, a eu lieu à l'été 2014, lorsqu'une guerre de sept semaines a coûté la vie à 2 310 Palestiniens, 70% d'entre eux des civils selon le ministère de la Santé de Gaza, et en a blessé plus de 10 500 autres. Pendant ce temps, 72 Israéliens, dont 67 soldats, ont été tués et 555 blessés.

Le Hamas n'a pas revendiqué d'attaques de roquette depuis que le cessez-le-feu a été déclaré après la guerre de 2014 et il a même essayé d'empêcher les plus petits groupes de lancer des roquettes. Les officiels israéliens ont néanmoins accusé le Hamas de « *préparer* » une autre guerre avec Israël et ont mené des opérations de représailles sur toute la bande de Gaza – par des frappes aériennes en [2016](#) et [plus tôt dans l'année](#) notamment. Les autorités israéliennes tiennent le Hamas pour responsable de toutes les attaques contre des cibles israéliennes en provenance de la bande de Gaza.

Une crise humanitaire qui s'aggrave toujours.

Les trois offensives israéliennes ont causé des dégâts considérables à l'eau, à l'assainissement, à l'énergie et à l'infrastructure médicale de Gaza et ont détruit des milliers de maisons dont la reconstruction a été sérieusement bloquée par les limitations israéliennes imposées à l'importation de matériaux, ainsi que par les [retards dans le règlement de l'aide internationale](#). En août 2016, environ 50% des bâtiments qui ont été complètement détruits pendant la guerre dévastatrice de 2014 [attendaient encore d'être reconstruits](#), et un [rapport de l'ONU d'avril 2016](#) estimait que 75 000 Palestiniens étaient encore sans abri presque deux ans après la dernière guerre.

Souffrant d'un [taux de chômage](#) de 44 %, le plus élevé du monde, environ 80 % de la population de Gaza dépend de [l'aide humanitaire](#).

En 2015, l'ONU a averti que la bande de Gaza pourrait devenir « *invivable* » d'ici 2020 si rien n'est fait pour améliorer la situation, mais les développements récents font craindre que la détérioration du niveau de vie puisse se produire beaucoup plus vite que prévu.

Alors que Gaza lutte depuis des années avec des pénuries d'électricité du fait de l'accès limité aux carburants et des infrastructures dégradées, la seule centrale électrique de Gaza a [fermé en avril](#), parce que les responsables de l'électricité de Gaza disent qu'ils ne peuvent pas payer la taxe imposée par l'AP sur le carburant diesel, qui a doublé le coût d'exploitation de la centrale.

En conséquence, les Gazaouis sont passés de huit heures d'électricité par jour à trois ou quatre. Et la décision d'Israël de limiter l'alimentation en électricité de Gaza à la demande de l'AP qui accuse le Hamas de ne pas lui transférer l'argent des taxes, pourrait encore réduire de moitié l'accès à l'électricité.

Un [groupe de 16 organisations de la société civile](#) a exhorté mercredi les autorités israéliennes à reconsidérer leur décision de restreindre la fourniture d'électricité à Gaza, affirmant que la décision n'a « *pas de rapport avec les besoins concrets de sécurité* » et qu'elle est « *de nature politique* », et que, par conséquent elle viole le droit international.

« Israël ne peut prétendre être un simple fournisseur de services répondant de manière neutre à la demande d'un client. Compte-tenu de son contrôle absolu sur la vie dans la

bande de Gaza, Israël a le devoir, en tant que force d'occupation, de faire en sorte que ses habitants aient une vie normale », ont déclaré ces organisations.

« Les dommages que causeraient aux Israéliens et aux Palestiniens de la région dans son ensemble une escalade des hostilités, sont beaucoup plus importants que le bénéfice (politique ou autre) qui peut être retiré de la mise en œuvre d'une telle décision. » L'accès aux soins de santé a été fortement affecté par le blocus, les pénuries d'électricité et les compressions budgétaires de l'AP, et [la vie de centaines de malades est en danger](#).

« Le secteur de la santé ne peut fournir que des soins élémentaires – les hôpitaux sont obligés d'annuler certaines opérations et de réduire l'intendance et ils dépendent des Nations Unies pour le carburant nécessaire aux générateurs de secours », a dit, jeudi, Michael Lynk, le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés. Lynk a ajouté que, du fait que les stations de traitement de l'eau de Gaza fonctionnent à environ de 15 % de leur capacité en raison de la pénurie d'électricité, les eaux usées se déversent dans la mer Méditerranée, et l'accès à l'eau potable à Gaza devient de plus en plus rare.

Lynk a également indiqué que le prix des denrées de première nécessité, comme la nourriture, augmentait, tandis que l'augmentation des coupures d'électricité obligeait les entreprises à fermer ou à réduire les heures de travail, entraînant encore plus de chômage.

Les rivalités politiques palestiniennes perdurent

Au cours de la décennie, la rivalité entre le Hamas et le Fatah a persisté sans relâche, et les récentes décisions de l'Autorité palestinienne ont encore aggravé les difficiles conditions de vie à Gaza.

Les tensions n'ont fait que s'intensifier au cours des derniers mois à cause de la crise de l'électricité à Gaza ; dans les deux camps, en [Cisjordanie](#) et à [Gaza](#), il y a eu des soupçons d'arrestations politiques ; l'AP a réduit les [salaires des fonctionnaires de Gaza](#) ; et des élections locales ont été tenues en Cisjordanie, malgré le boycott du Hamas et d'autres partis.

Durant sa décennie au pouvoir à Gaza, le Hamas a été accusé de violations de droits de l'homme, notamment pour l'utilisation de la [peine de mort](#) contre les personnes accusées de « *collaboration* » avec Israël et sa répression des voix dissidentes.

Le journal d'information israélien *Ynet* a rapporté mercredi que l'AP, dans une déclaration sur les 10 ans de blocus, avait accusé le Hamas d'être responsable de la situation à Gaza.

« La deuxième Nakba qui a frappé notre peuple », disait la déclaration, en faisant référence au déplacement forcé de centaines de milliers de Palestiniens lors de la création de l'État d'Israël en 1948. *« Le Hamas a transformé Gaza en un enfer intolérable. »*

Lynk, le rapporteur spécial de l'ONU, a dit qu'Israël, l'AP et le Hamas avaient tous « *une responsabilité directe dans la crise* », et il les a exhortés à agir tous pour le bien-être des résidents de Gaza.

« Je les invite à mettre de côté leurs différends, à se montrer à la hauteur de leurs obligations juridiques et politiques, et à s'assurer que les besoins en électricité de la population soient pleinement satisfaits et que les besoins immédiats en matière

d'infrastructures indispensables soient pris en compte, » a-t-il déclaré.

« Maintenir Gaza économiquement paralysé et socialement isolé engendre obligatoirement une grande détresse humanitaire et aboutira à un autre conflit dans un proche avenir, a ajouté Lynk. Les droits de chacun à la liberté et à la sécurité doivent être respectés pour que la paix règne. »

Alors que le coordinateur humanitaire de l'ONU dans les territoires palestiniens occupés, Robert Piper a qualifié mercredi la crise qui s'aggrave sans cesse à Gaza de « [conflit palestinien interne](#) » les associations de défense des droits humains en rendent largement responsables le siège et le blocus israéliens.

L'ONG israélienne B'Tselem a accusé le blocus de jeter Gaza « *dans les affres d'une catastrophe humanitaire, ajoutant qu'Israël contraint les résidents de Gaza à vivre dans une pauvreté extrême et dans des conditions inhumaines sans précédent dans le monde moderne. Et B'Tselem a ajouté : Il ne s'agit pas d'une catastrophe naturelle, si cela avait été le cas, Israël aurait probablement envoyé une mission d'aide humanitaire. Au lieu de cela, la réalité à Gaza est l'œuvre d'Israël, le résultat d'une décennie de décisions politiques brutales. »*

Chloé Benoist

Article original en anglais : [Ma'an News](#), 15 juin 2017

Traduction : Dominique Muselet, [Chronique de Palestine](#)



Chloé Benoist est une journaliste française ayant vécu au Liban de 2011 à 2016. Elle vit et travaille actuellement en Cisjordanie occupée. Elle y couvre l'actualité politique, mais écrit aussi sur des sujets économiques, sociaux et culturels.

La source originale de cet article est [maannews.com / Chronique de Palestine](#)

Copyright © [Chloé Benoist](#), [maannews.com / Chronique de Palestine](#), 2017

Articles Par : [Chloé Benoist](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca